

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Kaushik, Devendra, *The Indian Ocean. Towards a Peace Zone*, Vikas Publications, Delhi-London, 1972, 225 p. + bibl. and index.

par Jean Benoist

*Études internationales*, vol. 6, n° 3, 1975, p. 403-405.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700589ar>

DOI: 10.7202/700589ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

plutôt, c'est la carence dans l'attitude qui est révélée, carence d'autant plus remarquable que les Soviétiques s'attendaient à ce que les Américains transforment le *lend-lease* après la guerre en régime d'aide économique pour la reconstruction de l'URSS. En d'autres termes, il n'était pas question d'un *quid pro quo* véritable et les Soviétiques étaient offensés si les Américains ne satisfaisaient pas à tous leurs besoins. Ainsi, lorsque les Américains réclamèrent leur contrepartie dans les solutions de l'après-guerre (notamment la tenue d'élections libres en Europe centrale), les Soviétiques les ignorèrent.

Il est indiscutable qu'il y eut un durcissement à l'égard de l'URSS sous Truman. Or l'origine de cette politique se trouve dans l'attitude de l'URSS sur cette question. Deux groupes s'étaient formés autour du président Roosevelt : ceux qui avaient été en poste à Moscou, notamment les ambassadeurs Bullit, Steinhardt, Standley, Harri-man et le général Deane, et qui favorisaient, en vertu de leur expérience avec le *lend-lease*, une « ligne dure » envers les Soviétiques ; les autres, parmi lesquels on retrouve Joseph Davies, le général Burns et Harry Hopkins, qui, tout en reconnaissant certaines incompatibilités entre l'URSS et les États-Unis, prônaient une politique généreuse envers les Soviétiques dont le but était de gagner leur confiance afin de s'assurer leur collaboration après la guerre. Dans la question du *lend-lease*, ce dernier groupe l'emporte ; mais dans les derniers mois de la guerre, le premier groupe sortit vainqueur, d'autant plus que le Congrès et le peuple américain ne manifestaient pas des humeurs favorables à une aide économique indéfinie, surtout une fois la guerre finie. De plus, le comportement des Soviétiques en Europe de l'Est, particulièrement en Pologne, attisa la méfiance des Américains. On connaît la suite.

L'auteur arrive à deux conclusions : d'une part, la politique de Roosevelt était juste sur la question du *lend-lease* pendant

la guerre. C'était le seul moyen de maintenir la Grande Alliance. D'autre part, le groupe des « durs » avait raison lorsqu'ils argumentaient que les Soviétiques ne se sentiraient pas redevables aux États-Unis pour leur aide économique pendant la guerre. Herring ajoute toutefois que les Américains commirent deux erreurs qui contribuèrent au déclenchement de la guerre froide : d'une part, le fait que Roosevelt n'ait jamais rendu clair aux Soviétiques que le *lend-lease* n'était valable que pour la durée de la guerre et, d'autre part, la décision soudaine de Truman d'y mettre fin sans avoir convenablement prévenu les Soviétiques. La méfiance de ces derniers envers Washington s'accrut en conséquence car ils interprétaient la fin du *lend-lease* comme de la coercition économique et l'incident du mémorandum soviétique d'août 1945 où Moscou demandait un milliard de dollars d'aide économique après la guerre (le mémorandum fut égaré au Département d'État pendant six mois) durcit leur position davantage. Herring accepte le fait qu'il est impossible de prouver que les Soviétiques eussent changé leur politique en Europe de l'Est si les Américains n'avaient pas commis ces erreurs ; peut-être la guerre froide eut été moins intense ?

Par le *lend-lease* les États-Unis ont montré qu'ils étaient capables de poursuivre une diplomatie intelligente et à la mesure de leurs intérêts. L'ouvrage de Herring en est un bon témoignage.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Département de science politique,  
Collège Glendon, York University*

KAUSHIK, Devendra, *The Indian Ocean. Towards a Peace Zone*, Vikas Publications, Delhi-London, 1972, 225p. + bibl. and index.

L'océan Indien connaît un renouveau d'intérêt à l'heure où les Grandes Puissances

ces tournent vers lui leur regard. Ce ne sont ni sa longue histoire ni ses richesses ni ses populations qui les intéressent au premier chef, mais sa situation stratégique. L'auteur, spécialiste indien des affaires soviétiques, et lui-même très lié à Moscou, nous donne de ces questions un point de vue qui vient équilibrer ceux qui sont souvent exposés en Occident, point de vue d'un Indien inquiet devant l'ampleur de la présence américaine et devant l'arrivée qui se profile à l'horizon de la Chine et du Japon.

Ces présences militaires multiples, auxquelles il faut ajouter celle de la France à Diego-Suarez et maintenant à la Réunion, sont analysées par l'auteur, qui met en parallèle la présence pacifique de l'URSS et l'importance des installations militaires américaines. La création récente de la base de Diego Garcia, après que cette île des Chagos ait été débarrassée de ses habitants apparaît alors comme la preuve des menaces des É.-U. en connection étroite avec la Grande-Bretagne. L'auteur voit là le signe de la persistance des intentions dominatrices de celle-ci sur l'océan Indien : la présence britannique n'a fait, selon lui, que changer de visage depuis que le gouvernement Wilson a annoncé le retrait des troupes britanniques cantonnées à l'Est de Suez. Outre les liens étroits avec l'Australie et l'Afrique du Sud, la permanence de l'occupation de petits archipels pratiquement inhabités semblent montrer que selon la citation d'un auteur soviétique (p. 27) les Britanniques « disent *goodbye* sans avoir l'intention de jamais s'en aller ».

Après avoir fait contraster d'une façon schématique les conditions dans lesquelles opèrent, d'une part, l'URSS, d'autre part, les É.-U. et la Grande-Bretagne, l'auteur examine le cas du Japon. Il dit se méfier de sa puissance croissante, et de ses efforts pour centrer sur le Pacifique les relations de l'Asie du Sud-Est, dévitalisant ainsi l'océan Indien au détriment de l'Inde. Vis-à-vis de la Chine, c'est sur les relations Pékin-Islamabad que se concentre son

attention, ainsi que sur les liens de la Chine avec le Sud-Yemen et avec la Tanzanie. Quels sont les liens exacts de la Chine avec d'autres pays de l'océan Indien, en particulier avec leurs mouvements révolutionnaires ? Mais, d'autre part, quel est le rôle, que soupçonne l'auteur, de la connivence des É.-U. avec la Chine pour que celle-ci fasse contrepoids dans la région à l'influence soviétique ? Dans un livre écrit peu après la guerre avec le Pakistan où seuls les Soviétiques ont appuyé l'Inde, il s'agit là de questions cruciales. D'autant plus que, débouchant sur l'océan Indien, le golfe Persique (dont les É.-U. sont, selon l'auteur, le « patron suprême »), prend une importance considérable dans la stratégie et dans l'économie mondiale et concerne directement l'Inde.

L'Inde est le seul grand pays qui soit baigné uniquement par l'océan Indien. Elle semble cependant avoir mis longtemps à comprendre l'importance vitale de ce fait. Son attitude ambiguë vis-à-vis des bases militaires que divers pays installaient dans l'océan Indien, et qui, de toute évidence, n'étaient pas dirigées contre elle, tenait sans doute à une certaine indifférence. Peu à peu, et sans doute sous l'influence de l'Union soviétique, cette position s'est modifiée. L'Inde a tenu alors à souhaiter la création à long terme d'une zone de sécurité régionale où n'interviendraient pas les grandes puissances. Rejetant l'idée d'alliances militaires, elle prône la réalisation graduelle d'une zone neutre, dénucléarisée et n'abritant pas d'importantes flottes de guerre. Rejointe en ce sens par l'île Maurice, Ceylan et divers États afro-asiatiques, l'Inde appuie, là, une politique qui concorde avec les vues soviétiques.

L'ouvrage se termine par 65 pages d'appendices documentaires (extraits de débats au Parlement de New Delhi concernant l'océan Indien et déclarations diverses sur la nécessité de promouvoir une zone de paix dans l'océan Indien).

Avocat sans réticence des thèses soviétiques, l'auteur essaie de montrer que celles-ci concordent avec les intérêts de l'Inde. Avant la guerre indo-pakistanaise de 1971, sa thèse aurait pu sembler plus légère que depuis cette guerre, dont l'une des conséquences non négligeables a été le resserrement des liens indo-soviétiques, déjà forts, et une méfiance accrue face aux intentions anglo-américaines.

Jean BENOIST

*Département d'anthropologie,  
Université de Montréal*

KRONENBERG, Vernon J., *All Together Now : The Organization of the Department of National Defense in Canada, 1964-1972*, Canadian Institute of International Affairs, Wellesley Paper 3/1973, Toronto, 124p.

Cette monographie est une version remaniée d'une thèse de maîtrise présentée à l'université Carleton il y a quelques années. L'auteur, un Australien, qui poursuit actuellement ses études de doctorat au *John Hopkins School of Advanced International Studies*, à Washington, D.C., nous décrit le processus par lequel les trois branches militaires canadiennes (marine, forces aériennes et armée de terre) ont été unifiées et intégrées en une seule force armée. C'est en 1964 que le ministre (alors libéral) Paul Hellyer a présenté, dans son Livre Blanc sur la Défense, un plan d'unification des forces armées canadiennes, plan qui fut officiellement réalisé en février 1968, malgré certaines réticences de la part d'une partie des états-majors militaires.

La plaquette de Kronenberg est intéressante, mais elle ne constitue pas une contribution très importante à la sociologie des organisations bureaucratiques, malgré les nombreux organigrammes qu'elle nous

présente. L'auteur procède de façon chronologique, décrivant simplement ce qui s'est passé, d'abord en 1964 et avant, puis de 1964 à 1967, et enfin de 1967 à 1972. Il termine par une évaluation de ce processus d'unification, montrant comment l'expérience est difficilement applicable à d'autres soi-disantes démocraties anglo-saxonnes, et comment le contrôle de l'appareil militaire par le ministre de la Défense a été amélioré, sans toutefois amener les économies escomptées.

L'auteur accorde beaucoup d'importance à la personnalité de Paul Hellyer comme facteur principal pour expliquer le mouvement d'intégration des trois services militaires, ce qui lui fait négliger beaucoup trop les aspects politiques qui ont conduit à cette fusion organisationnelle par le haut. Même si Kronenberg ne mentionne pas l'occupation du Québec en 1970 et la place vraiment ridicule accordée aux militaires francophones (l'armée de terre, service où la discrimination contre les Francophones est la moins forte, fut la grande perdante de l'opération d'unification), il laisse quand même entrevoir que les buts officiels invoqués (le contrôle ministériel et les raisons économiques) ne furent pas aussi importants que le désir de faire contribuer l'appareil militaire canadien à la construction de « l'unité intérieure » et du « développement national » du Canada.

Il est regrettable qu'il existe encore fort peu d'études sérieuses sur les bureaucraties gouvernementales canadiennes, et spécialement sur les ministères économiques et sur l'armée et la Gendarmerie canadienne. L'étude de Kronenberg est une contribution limitée mais valable. Il est à souhaiter que des recherches plus approfondies soient entreprises dans ces domaines par les politologues et par les sociologues politiques.

Jean-Guy VAILLANCOURT

*Département de sociologie,  
Université de Montréal*